

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/32504]

**21 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale en milieu carcéral**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en particulier les articles 20 et 87, telle que modifiée ;

Vu le décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale en milieu carcéral ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 2018 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 novembre 2018 ;

Vu le « Test genre » du 5 novembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole du Comité de secteur IX du 17 avril 2018 ;

Vu le protocole du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement du 17 avril 2018 ;

Vu l'avis 64.239/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Il est établi, auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française, une Cellule de coordination de REINSERT, chargée d'assurer les missions confiées au Gouvernement par le décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale en milieu carcéral.

La Cellule de coordination de REINSERT est placée sous la responsabilité du Directeur général adjoint de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique.

Le siège de REINSERT est celui de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française.

§ 2. La Cellule de coordination est composée comme suit :

1<sup>o</sup> un Coordinateur Réinsert, recruté au grade d'attaché du groupe de qualification 2 (échelle barémique 100/2) ;

2<sup>o</sup> au minimum deux chargés de programme, recrutés au grade d'attaché du groupe de qualification 1 (échelle barémique 100/1) ;

3<sup>o</sup> au moins un assistant.

Les membres de la Cellule de coordination sont recrutés conformément aux procédures de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ou de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

Le Coordinateur REINSERT est, notamment, chargé :

1<sup>o</sup> du suivi de l'accomplissement des missions visées à l'article 3 du décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale en milieu carcéral ;

2<sup>o</sup> de représenter la Cellule de coordination de REINSERT à l'égard des réseaux d'enseignement, des établissements de promotion sociale ainsi que du milieu carcéral ;

3<sup>o</sup> de coordonner les programmes Intramuros et Extramuros avec l'aide des chargés de programmes visées au paragraphe 2.

§ 3. Sur proposition du Comité de pilotage visé à l'article 5 du décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale, le Gouvernement peut compléter la Cellule de coordination d'experts, recrutés pour tout ou partie au sein de REINSERT.

§ 4. Le Coordinateur REINSERT a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel de rang 10 du Ministère de la Communauté française. Sa résidence administrative est le siège de REINSERT.

§ 5. Les chargés de programme ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel disposant du grade d'attaché au Ministère de la Communauté française. Leur résidence administrative est le siège de REINSERT.

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, lors de l'installation de REINSERT, les chargés de programme visés à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, peuvent être des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, en activité de service ou en disponibilité par défaut d'emploi, visés par les lois du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur auxquels il est confié un congé pour mission conformément aux articles 5 et 9 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou des membres du personnel titulaire d'une fonction de recrutement appartenant à la catégorie du personnel directeur et enseignant auxquels il est confié une activité d'expertise pédagogique et technique, telle que visée par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La Cellule de coordination est chargée de :

1<sup>o</sup> gérer et coordonner les programmes Intramuros et Extramuros ;

2<sup>o</sup> proposer l'ordre du jour et préparer les réunions du Comité de pilotage ;

3<sup>o</sup> soutenir le Comité de pilotage dans l'exécution de ses missions ;

4<sup>o</sup> assurer la liaison entre les étudiants, les administrations fonctionnelles, les membres des Réseaux d'enseignement et les centres pénitentiaires dans le cadre des formations d'enseignement de promotion sociale dispensées en milieu carcéral.

§ 2. Dans le cadre de ses missions, la Cellule de coordination agit en collaboration avec l'ensemble des établissements de l'enseignement de promotion sociale et leurs représentants, ainsi qu'avec les établissements pénitentiaires, maisons de justice et services d'aide aux détenus et aux étudiants.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Outre les personnes visées à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, du décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale, le Comité de pilotage est également composé des personnes suivantes :

1<sup>o</sup> le délégué du ministre, qui en assure la présidence ;

2<sup>o</sup> l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ou son délégué ;

3<sup>o</sup> le Coordinateur REINSERT ;

4<sup>o</sup> le directeur général adjoint de l'enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou son délégué, qui en assure la vice-présidence ;

5<sup>o</sup> le directeur de la Direction des Partenariats de l'Administration Générale des Maisons de Justice ;

§ 2. Les membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup> ont voix délibérative.

§ 3. Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>. Il ne dispose de voix délibérative que si le membre effectif est empêché.

§ 4. En fonction des points inscrits à l'ordre du jour, des personnes extérieures peuvent être invitées par le président, à son initiative ou à la demande d'un membre du Comité de pilotage, à participer aux réunions du Comité de pilotage, avec voix consultative.

§ 5. En cas de décès ou de démission d'un membre, il est pourvu à son remplacement conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** Les modalités de fonctionnement du Comité de pilotage sont fixées comme suit :

1. Le président du Comité de pilotage convoque les membres, soit d'initiative, soit à la demande du ministre, soit à la demande d'au moins la moitié des membres ayant voix délibérative. La convocation doit être envoyée par courrier électronique ou expédiée par pli postal au moins dix jours avant la réunion, la date de la poste faisant foi. Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

2. Les votes ne peuvent intervenir que si chacun des membres visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, du décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale sont présents et si deux tiers des membres ayant voix délibérative sont présents. Les décisions sont prises sur la base du consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, la décision est prise à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

3. L'ordre du jour ne peut être modifié que moyennant l'accord des sept membres ayant voix délibérative. Si l'un des membres ayant voix délibérative visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, n'est pas présent ou si moins de deux tiers des membres sont présents, une nouvelle réunion est convoquée, avec le même ordre du jour et au minimum dans un délai de sept jours, au cours de laquelle des votes peuvent intervenir quels que soient les catégories de membres présents ou quel que soit le nombre des membres présents.

4. Dans les trois mois qui suivent son installation, le Comité de pilotage établit son règlement d'ordre intérieur et le communique au Gouvernement.

**Art. 6.** Outre les missions qui lui sont confiées à l'article 7 du décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale en milieu carcéral auprès du Ministère de la Communauté française, le Comité de pilotage est chargé d'établir le profil de fonction des membres de la Cellule de coordination, préalablement à tout engagement.

Ce profil de fonction fait l'objet d'une décision du Gouvernement.

**Art. 7.** La répartition des moyens visés à l'article 8, paragraphe 2, du décret du 6 septembre 2018 portant création de la Structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale, est effectué par le Ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

**Art. 8.** Le ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 novembre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes  
et de l'Egalité des chances,  
I. SIMONIS

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32504]

**21 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangenen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op de artikelen 20 en 87, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangenen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 februari 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 maart 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 20 november 2018;

Gelet op de "gendertest" van 5 november 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van het Comité van sector IX van 17 april 2018;

Gelet op het protocol van het Comité van onderhandeling tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra van 17 april 2018;

Gelet op het advies nr. 64.239/2 van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2018 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1. § 1.** Bij de Algemene directie niet-verplichte onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een REINSERT Coördinatiecel opgericht die belast is met de verwezenlijking van de opdrachten die aan de Regering toevertrouwd werden bij het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangenen.

De REINSERT Coördinatiecel valt onder de verantwoordelijkheid van de adjunct-directeur-generaal van de Algemene directie niet-verplichte onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

De hoofdzetel van REINSERT is die van de Algemene directie niet-verplichte onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De coördinatiecel is als volgt samengesteld:

1 een REINSERT coördinator aangeworven met de graad van attaché van kwalificatiegroep 2 (baremaschaal 100/2);

2. minimum twee programmabeheerders aangeworven met de graad van attaché van kwalificatiegroep 1 (baremaschaal 100/1);

3 ° minstens één assistent.

De leden van de coördinatiecél worden aangeworven overeenkomstig de procedures van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Dinsten van de Regering van de Franse Gemeenschap of het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

De REINSERT coördinator is verantwoordelijk voor:

1 ° het toezicht op de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 3 van het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangnissen;

2 ° het vertegenwoordigen van de REINSERT-coördinatiecél met betrekking tot de onderwijsnetten, de inrichtingen voor sociale promotie en de gevangnissen;

3 ° het coördineren van de Intramuros en Extramuros programma's met behulp van de programmabeheerders bedoeld in paragraaf 2.

§ 3. Op voorstel van de Sturingscomité bedoeld in artikel 5 van het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangnissen, kan de Regering de coördinatiecél aanvullen met deskundigen, geheel of gedeeltelijk voor REINSERT aangeworven.

§ 4. De REINSERT coördinator heeft recht op vergoeding van zijn reis- en verblijfskosten onder de voorwaarden die zijn vastgelegd in de bepalingen die van toepassing zijn op de leden van het -personeel van rang 10 van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Zijn administratieve standplaats is de hoofdzetel van REINSERT.

§ 5. Programmabeheerders hebben recht op vergoeding van hun reis- en verblijfskosten op de voorwaarden die zijn vastgelegd in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden die de graad van attaché bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap genieten. Hun administratieve standplaats is de hoofdzetel van REINSERT.

**Art. 2.** In afwijking van artikel 1, paragraaf 2, kunnen, bij de installatie van REINSERT, kunnen de programmabeheerders bedoeld in artikel 1, paragraaf 2, eerste lid, 2°, personeelsleden zijn die benoemd of in vast verband aangeworven zijn, in dienstactiviteit of in beschikbaarheid bij gebreke aan een betrekking, bedoeld in de wetten van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs aan wie, overeenkomstig de artikelen 5 en 9 van het decreet 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs of personeelsleden die houder zijn van een aanwervingsambt dat behoort tot de categorie van leidinggevend en onderwijzend personeel belast met een activiteit van pedagogische en technische expertise in overeenstemming met de bepalingen van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 3.** § 1. De coördinatiecél is verantwoordelijk voor:

1 ° het beheren en coördineren van de Intramuros en Extramuros programma's;

2 ° het voorstellen van de agenda en voorbereiden van de vergaderingen van het Sturingscomité;

3 ° het sturingscomité te ondersteunen bij de uitvoering van zijn opdrachten;

4 ° om contacten te bevorderen tussen studenten, functionele administraties, leden van de onderwijsnetten en penitentiaire centra in het kader van cursussen voor sociale promotieonderwijs die worden aangeboden in gevangnissen.

§ 2. In het kader van zijn opdrachten werkt de coördinatie-eenheid samen met alle instellingen voor onderwijs voor sociale promotie en hun vertegenwoordigers, evenals met penitentiaire instellingen, justitiehuisen en ondersteunende diensten voor gevangenen en studenten.

**Art. 4.** § 1. Naast de personen bedoeld in artikel 6, eerste lid, van het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangnissen, bestaat het Sturingscomité ook uit de volgende personen:

(1) de afgevaardigde van de minister, die haar voorzitter is;

2 ° de inspecteur die belast is met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs of zijn afgevaardigde;

3 ° de REINSERT coördinator;

4 ° de adjunct-directeur-generaal van het niet-verplichte onderwijs en wetenschappelijk onderzoek of zijn afgevaardigde, die het onder-voorzitterschap op zich neemt;

5 ° de directeur van de Directie Partnerschappen van de algemene administratie van de justitiehuisen;

§ 2. De leden bedoeld in de eerste paragraaf zijn stemgerechtigd.

§ 3. Een plaatsvervangend lid wordt benoemd voor elk van de in lid 1 bedoelde effectieve leden. Hij heeft alleen stemrechten als het effectieve lid wordt verhinderd.

§ 4. Afhankelijk van de onderwerpen op de agenda kunnen externe personen op eigen initiatief of op verzoek van een lid van het Sturingscomité door de voorzitter worden uitgenodigd om deel te nemen aan de vergaderingen van het Sturingscomité, met raadgevende stem.

§ 5. In geval van overlijden of ontslag van een lid wordt het vervangen overeenkomstig het eerste lid.

**Art. 5.** De werkwijze van het Sturingscomité is als volgt:

1. De voorzitter van het Sturingscomité roept de leden bijeen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister, hetzij op verzoek van ten minste de helft van de stemgerechtigde leden. De uitnodiging moet minstens tien dagen voor de vergadering per e-mail worden verzonden of per post worden verzonden, waarbij de datum van het postkantoor als bewijs wordt genomen. Elk effectief lid dat verhinderd is om een vergadering bij te wonen, stelt de voorzitter hiervan op de hoogte en nodigt zijn plaatsvervanger uit om te zetelen.

2. Stemmen kunnen alleen worden genomen als elk van de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>, van het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangenen aanwezig is en als twee derde van de stemgerechtigde leden aanwezig is. Beslissingen worden genomen op basis van consensus. Wanneer dit niet kan worden bereikt, wordt de beslissing genomen bij de absolute meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

3. De agenda kan alleen worden gewijzigd met instemming van de zeven stemgerechtigde leden. Als een van de leden met stemrecht als bedoeld in artikel 6, § 1, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>, niet aanwezig is of als minder dan twee derde van de leden aanwezig is, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen, met dezelfde agenda en ten minste binnen een termijn van zeven dagen, gedurende welke stemmingen plaats kunnen vinden ongeacht de aanwezige categorieën leden of ongeacht het aantal aanwezige leden.

4. Binnen de drie maanden na de installatie, stelt het Sturingscomité zijn huishoudelijk reglement op en deelt het aan de Regering mee.

**Art. 6.** Naast de opdrachten die het zijn toevertrouwd in artikel 7 van het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangenen bij het ministerie van de Franse Gemeenschap, het Sturingscomité is verantwoordelijk voor het vaststellen van het ambtsprofiel van de leden van de Coördinatie-eenheid, voorafgaand aan elke aanwerving.

Dit functieprofiel is het onderwerp van een beslissing van de Regering.

**Art. 7.** De toewijzing van de middelen bedoeld in artikel 8, tweede paragraaf, van het decreet van 6 september 2018 houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangenen, wordt uitgevoerd door de minister die het onderwijs voor sociale promotie in zijn competenties heeft.

**Art. 8.** De minister die belast is met het onderwijs voor sociale promotie is verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 november 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/15374]

**21 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant 141 périodes supplémentaires à 13 établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire pour l'organisation du dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants en application de l'article 12 §2 du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française pour l'année scolaire 2018-2019**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2012 portant application du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 2018;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement octroie, en vue de l'année scolaire 2017-2018, 141 périodes supplémentaires pour l'organisation du dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants, en application du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, réparties au bénéfice des 13 établissements d'enseignement fondamental ordinaire suivants :

1. AR de Florennes- Section fondamentale - (FASE 5121), sis Rue des Ecoles, 21, à 5620 Florennes – 7 périodes;

2. Ecole fondamentale autonome Enrico Macias - (FASE 2579), sise Avenue de la Gare, 42, à 6996 HOTTON – 31 périodes;